

Washington : 10h00 heure locale, le 20 avril 2012

Moyen-Orient : des transitions historiques sous tension

La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MOAN) traverse une période de changement sans précédent. Dans les «pays du Printemps arabe» la transition politique, les revendications sociales pressantes et une conjoncture externe défavorable se sont conjuguées pour accroître les risques pesant à court terme sur la stabilité macroéconomique. Ces risques avaient été maîtrisés en 2011, mais avec une croissance qui s'essouffle, un chômage en hausse et des tensions budgétaires et extérieures persistantes, 2012 va être une année tout aussi difficile. Qui plus est, certains pays ont perdu de leur marge de manœuvre, ayant dû puiser dans leurs réserves de change et leurs volants budgétaires en 2011. Le risque demeure que ces phénomènes compromettent la transition historique à l'œuvre dans ces pays; la gestion de ce risque est une responsabilité internationale partagée. Les pays du Printemps arabe doivent tracer leur propre chemin vers la modernisation et la transformation de leur économie. Pour sa part, la communauté internationale doit se mobiliser pour apporter un appui financier, une assistance technique et des conseils de politique générale, et pour élargir l'accès aux marchés, dans le but d'accompagner les programmes de réformes élaborés par les différents pays. Par ailleurs, les pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient profitent du niveau élevé des cours. En 2011, la croissance s'est concentrée dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG); en 2012, elle devrait s'intensifier davantage et se généraliser à l'ensemble de la région.

Stagnation économique, montée du chômage et réduction des marges de manœuvre

Les transitions politiques qu'ont connues plusieurs pays ont provoqué un climat d'incertitude qui a pesé sur l'investissement, le tourisme et l'activité économique globale en 2011. En outre, les pays importateurs de pétrole de la région MOAN ont dû faire face au renchérissement des produits de base, au repli de la croissance mondiale et aux effets négatifs de débordement de la situation dans la zone euro et dans la région elle-même. De ce fait, hormis au Maroc, le revenu par habitant a stagné ou s'est contracté en 2011, et le nombre de jeunes sans emploi est supérieur à ce qu'il était il y a un an.

Les gouvernements ont réagi à la montée des prix mondiaux des produits de base en augmentant leurs dépenses — notamment en salaires et en subventions alimentaires et énergétiques. De ce

fait, les déficits budgétaires se sont creusés (pour atteindre environ 8 % du PIB en moyenne) et les emprunts publics ont commencé à évincer le crédit au secteur privé. Les positions extérieures se sont également affaiblies; les pays ont en effet puisé dans leurs réserves internationales — l'Égypte étant le cas le plus notable — et les indices de solvabilité et autres indicateurs des marchés financiers se sont détériorés.

L'année 2012 sera encore plus difficile

Le long processus de transition politique, le repli de la croissance mondiale et la montée des cours du pétrole risquent de ralentir la reprise économique, et dans le meilleur des cas, le chômage devrait se stabiliser à des niveaux élevés. Il sera particulièrement difficile de maintenir la stabilité macroéconomique dans cet environnement, d'autant que la marge de manœuvre des pouvoirs publics s'est rétrécie



en 2011. Une action résolue s'impose pour maintenir la stabilité macroéconomique et protéger ceux qui ont été le plus durement touchés par la récession. Il faudra un certain temps pour mettre en œuvre un grand nombre des réformes nécessaires, mais les premières étapes peuvent être — et doivent être — franchies dès à présent. Les gouvernements doivent maîtriser les dépenses (par exemple, en ciblant mieux les subventions) tout en renforçant l'efficacité des dispositifs de protection sociale en faveur des populations pauvres et vulnérables. Les banques centrales devront veiller à préserver la stabilité extérieure, ce qui dans certains cas pourrait exiger un assouplissement du taux de change pour atténuer les facteurs de vulnérabilité extérieure.

Certains pays auront besoin de concours officiels

Même avec d'ambitieuses initiatives nationales, il sera essentiel de mobiliser des concours financiers officiels pour permettre aux pays de maintenir le cap de leur transformation économique. En 2012 et en 2013, les besoins bruts en financements extérieurs et budgétaires des pays importateurs de pétrole de la région MOAN devraient se chiffrer à quelque 90 et 100 milliards de dollars, respectivement. Les marchés de capitaux n'apporteront vraisemblablement qu'une partie des fonds nécessaires et il sera donc crucial d'obtenir des financements officiels en temps opportun.

Le FMI est déterminé à appuyer les pays du Printemps arabe avec ses concours financiers, son assistance technique et ses conseils de politique économique. Par exemple, il a récemment approuvé un prêt pour le Yémen au titre de la facilité de crédit rapide, et des pourparlers ont été engagés avec plusieurs autres pays. Il faudra cependant compléter les concours du FMI avec les apports d'autres bailleurs de fonds.

De la stabilisation à la transformation

La stabilisation est un impératif immédiat. Les pays doivent cependant, par ailleurs, avancer de manière concrète dans la transformation et la

modernisation de leur économie. Plus de création d'emplois est vital. Les taux de chômage de la région MOAN sont parmi les plus élevés au monde et la croissance démographique se poursuivra durant la décennie à venir. Une démarche au coup par coup ne suffira pas à relever le défi d'une croissance forte et partagée, propice à la création durable d'emplois.

Il est urgent d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes nationaux de réforme et de modernisation bénéficiant d'un vaste consensus et s'inscrivant dans un cadre viable de politique macroéconomique à moyen terme. Chaque pays définira son propre parcours et son rythme de transition, mais ces programmes présenteront des points de convergence. Premièrement, les réformes devront promouvoir une plus grande égalité des chances face aux débouchés économiques, plus de transparence, et un meilleur accès au crédit en renforçant les infrastructures des marchés financiers, et, de manière plus générale, elles devront améliorer le climat des affaires en réduisant les tracasseries administratives et en rationalisant les règles et les procédures. Deuxièmement, des dispositifs de protection sociale ciblés devront remplacer les régimes de subventions généralisées qui entraînent une mauvaise utilisation des ressources et profitent principalement aux plus aisés; les ressources budgétaires libérées de la sorte pourraient alors servir à investir dans l'infrastructure, l'éducation et la santé. Troisièmement, les réformes doivent s'attaquer aux problèmes des systèmes d'éducation et des marchés du travail, et renforcer les formations afin de préparer les diplômés à des carrières solides dans le secteur privé.

La principale responsabilité de cette transformation économique incombe aux pays eux-mêmes, mais la communauté internationale se doit également de les aider par tous les moyens disponibles. Un meilleur accès aux marchés sera un volet essentiel de tout dispositif d'accompagnement durable; il contribuera en outre à promouvoir le développement d'un secteur privé compétitif et dynamique générateur d'emplois.

Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP

Des facteurs intérieurs et extérieurs ont contribué à un ralentissement économique en 2011

L'activité économique a fortement fléchi et le chômage a augmenté dans plusieurs pays importateurs de pétrole de la région MOANAP en 2011. La croissance dans ces pays (à l'exclusion de la Syrie) — Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan et Tunisie — a chuté de 4,3 % en 2010 à 2,2 % en 2011, les troubles sociaux en Égypte, en Syrie et en Tunisie ayant entraîné de fortes réductions des flux de tourisme et d'investissement, ce qui, conjointement au renchérissement des produits énergétiques et au ralentissement de la croissance mondiale, a affaibli l'activité et les positions extérieures.

Il importe de noter que le ralentissement de la croissance a entraîné une augmentation du chômage, d'autant que plusieurs pays ont souffert d'une détérioration du climat sécuritaire, de retards et d'interruptions dans leur approvisionnement en produits de base et de tensions sociales grandissantes.

Le ralentissement de la croissance en Europe a porté atteinte aux exportations du Maroc et de la Tunisie à la fin 2011, et le retour des ressortissants qui travaillaient en Libye a réduit les envois de fonds vers la Tunisie. La sécheresse en Afghanistan et en Mauritanie, les inondations au Pakistan et les sanctions contre la Syrie ont également contribué au repli.

Les envois de fonds et les recettes d'exportation ont contribué à stabiliser le revenu dans beaucoup de pays. Toutefois, l'évolution défavorable des fondamentaux et de l'attitude des investisseurs a provoqué un tassement des indices boursiers, un creusement des écarts de taux des titres d'État, une augmentation des créances improductives, des rétrogradations de notes de crédit, et des sorties de capitaux de certains pays (notamment en Égypte).

Malgré l'augmentation des traitements de la fonction publique et le renchérissement des produits alimentaires et énergétiques à l'échelle mondiale, dans la plupart des pays, l'inflation est restée modérée, avec le repli de la demande globale et l'augmentation des subventions pour les principaux produits de base. Le Pakistan fait à cet égard figure d'exception notable; son taux d'inflation a augmenté en raison de la montée des prix mondiaux des produits alimentaires et d'une politique monétaire par trop accommodante.

Confrontés à des tensions sociales grandissantes, les gouvernements de la plupart des pays importateurs de pétrole ont augmenté leurs dépenses en subventions généralisées, les compensant partiellement par une réduction d'autres postes, y compris les dépenses en capital. Les recettes budgétaires ont diminué du fait des allègements fiscaux consentis dans certains pays et du fonctionnement des stabilisateurs automatiques. De ce fait, les soldes budgétaires se sont détériorés presque partout.

En raison de l'augmentation des coûts d'emprunt sur les marchés internationaux, les gouvernements se sont tournés de plus en plus vers les financements intérieurs. Les autorités ont aussi généralement maintenu une orientation monétaire accommodante et limité les fluctuations des taux de change en puisant dans leurs réserves internationales. En conséquence, le niveau des réserves a diminué — surtout en Égypte — et les marges de manœuvre ont été entamées.

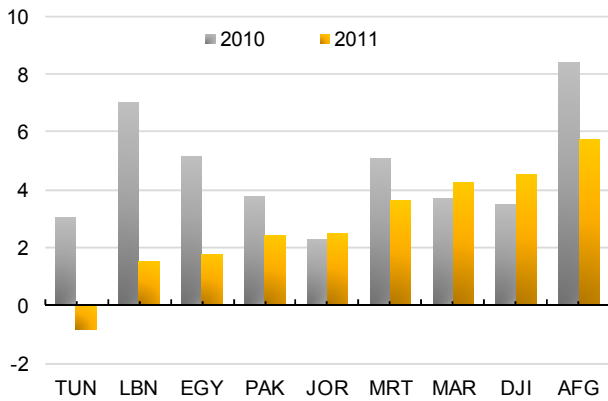
Des perspectives délicates

Dans les pays du Printemps arabe, les troubles sociaux et les incertitudes politiques risquent de persister dans le court terme, les parties en présence s'efforçant de façonner les contours de leurs nouveaux systèmes politiques; par ailleurs les consultations avec les partenaires sociaux sur le cadre économique à moyen terme ne se sont pas encore matérialisées.

Importateurs de pétrole de la région MOANAP — Évolution économique récente et perspectives

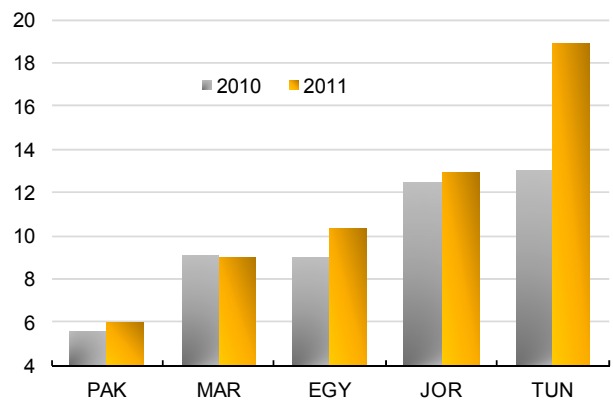
Les tensions extérieures et les troubles sociaux ont contribué au ralentissement de l'économie.

PIB réel, variation annuelle en pourcentage



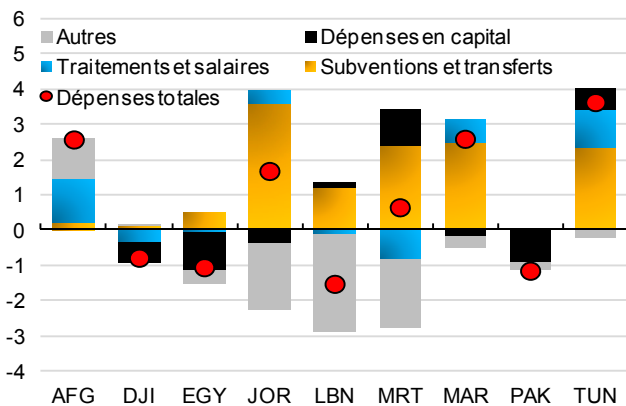
Les taux de chômage, déjà élevés, se sont davantage accrus.

Taux de chômage, pourcentage



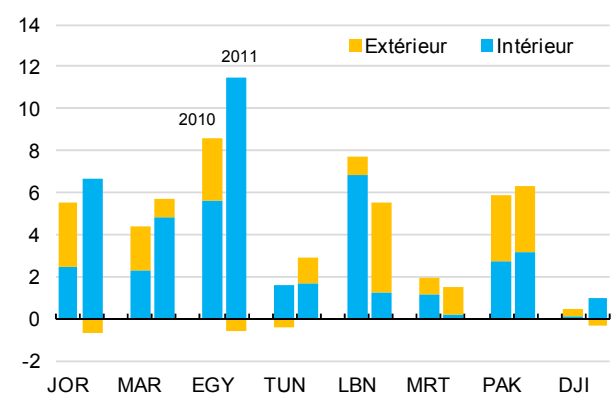
Baucoup de pays ont augmenté leurs dépenses en subventions; ces augmentations ont été en partie compensées par des coupes dans d'autres domaines...

Augmentation des dépenses publiques, pourcentage du PIB, 2011



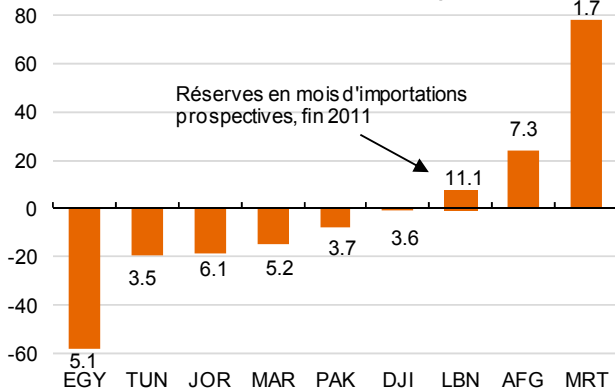
...et les financements provenaient en grande partie de sources intérieures.

Financement de l'État, pourcentage du PIB



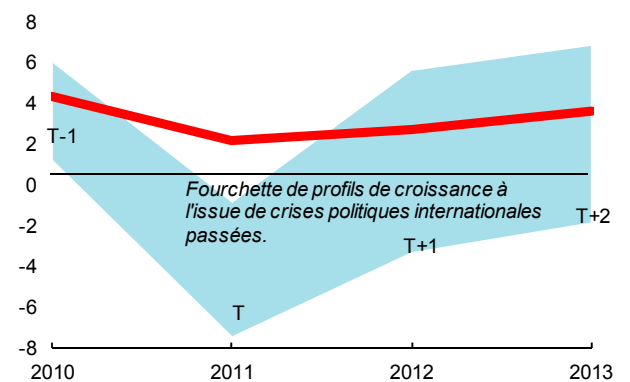
Les réserves internationales ont diminué en raison du repli du tourisme et de l'affaiblissement des entrées de capitaux.

Réserves internationales officielles brutes, pourcentage de variation entre fin 2010 et dernier mois disponible



Les perspectives pour 2012 restent délicates.

Projections de croissance du PIB réel des pays importateurs de pétrole de la MOANAP, pourcentage, avril 2012



Sources : Autorités nationales; et calculs des services du FMI.

Note : Afghanistan (AFG), Djibouti (DJI), Égypte (EGY), Jordanie (JOR), Liban (LBN), Maroc (MAR), Mauritanie (MRT), Pakistan (PAK), Tunisie (TUN).

En outre, la conjoncture extérieure devrait être plus difficile qu'en 2011, en raison de la récession dans la zone euro et du renchérissement des produits de base énergétiques.

Du fait des préoccupations persistantes quant à l'instabilité sociale et aux incertitudes politiques, le tourisme — une importante source d'emplois et de devises — et l'investissement privé ne répondront que lentement en 2012. La montée des prix des produits énergétiques alourdira vraisemblablement les factures d'importation, notamment à Djibouti, en Jordanie, au Liban, au Maroc, en Mauritanie, qui sont les pays qui dépendent le plus des importations de pétrole.

Par ailleurs, un repli des cours mondiaux des produits miniers risque de nuire aux recettes d'exportation de la Jordanie, du Maroc et de la Mauritanie, et, dans le même ordre d'idées, une chute des cours du coton entraînerait une diminution des recettes d'exportation du Pakistan.

Le Maghreb sera soumis à des tensions supplémentaires en raison de la réduction de la demande de la part des partenaires commerciaux européens, tandis que la Jordanie et le Liban continueront de subir les retombées négatives de la situation en Syrie. De ce fait, la croissance des pays importateurs de pétrole en 2012 devrait se maintenir à de faibles niveaux.

Les tensions inflationnistes devraient reprendre en Égypte, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie, étant donné que les réductions prévues des subventions poussent à la hausse les prix à la consommation. Dans d'autres pays, la faiblesse de la demande globale et le repli des prix alimentaires internationaux auront vraisemblablement pour effet d'atténuer l'inflation.

Les pays dont les réserves diminuent devront mobiliser des financements extérieurs à court terme pour éviter des ajustements par brutaux. De manière plus générale, le recours excessif au financement intérieur dans un environnement de faible croissance pourrait évincer le crédit au secteur privé, provoquer des tensions sur les taux d'intérêt intérieurs (c'est déjà le cas en Égypte),

détériorer encore plus les positions budgétaires et ralentir davantage la reprise.

Compte tenu de ces tensions intérieures et extérieures, il est d'autant plus important de préserver la confiance des investisseurs et des marchés. Les régimes de change pourraient être malmenés par la perte de confiance des investisseurs. Ces préoccupations poussent les autorités en Égypte, en Jordanie et au Maroc à adopter des politiques d'assainissement budgétaire devant se traduire par une orientation budgétaire procyclique en 2012, et la production devrait se maintenir nettement en dessous de son niveau potentiel. Des mesures initiales visant à réduire les subventions généralisées peuvent aider à atténuer les tensions budgétaires à court terme.

Dans d'autres pays, les gouvernements maintiennent une orientation budgétaire contracyclique dans un contexte d'augmentation des dépenses budgétaires et de creusement des déficits. À l'avenir, certains pays auront en outre besoin d'une plus grande flexibilité de taux de change réel et d'un arsenal plus vaste d'instruments de politique monétaire et macroprudentielle pour mieux s'adapter aux chocs exogènes et préserver leur compétitivité.

À moyen terme, il est nécessaire de réduire davantage les subventions généralisées — qui profitent principalement aux plus aisés — afin de dégager la marge de manœuvre budgétaire pour des dépenses propices à la lutte contre la pauvreté et à la croissance. Parallèlement à des réformes structurelles bien définies, ces mesures peuvent aider à assurer la stabilité macroéconomique et à promouvoir une croissance plus élevée et plus solidaire.

Les risques continuent d'être plutôt baissiers

Le principal risque baissier à court terme pour beaucoup de pays importateurs de pétrole de la région MOANAP tient à l'augmentation potentiellement considérable des prix du pétrole pouvant découler d'un choc régional de l'offre. Ce choc et toute intensification de la crise de la zone euro auraient de profondes répercussions sur

l'activité sur les soldes extérieurs des pays importateurs de pétrole. Les risques de contagion issus des échanges transfrontaliers et des liens migratoires pourraient aussi s'étendre à certains pays voisins de la Syrie.

Les risques haussiers comprennent celui d'une croissance plus forte que prévu chez les partenaires commerciaux, la dissipation de la prime de risque liée au prix du pétrole, et une transition politique plus fluide que prévu et le rétablissement de la paix, ce qui aurait pour effet de doper l'activité économique et les flux extérieurs.

Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP

Des résultats économiques mitigés sur fond de renchérissement du pétrole en 2011

Les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP ont profité du niveau élevé des cours et, de manière générale, ils ont échappé à l'impact du ralentissement de l'économie mondiale induit par la crise de la zone euro. La croissance du PIB de ce groupe de pays — Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar, Soudan et Yémen — est descendue à environ 4 % en 2011. Dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ce taux a toutefois été de 8 %, car ils ont augmenté leur production de pétrole pour compenser la compression de l'offre (imputable en partie, mais pas uniquement, à la Libye). Les pays exportateurs de pétrole en dehors du CCG ont enregistré une croissance de 0,4 % seulement. Dans la plupart des pays exportateurs, le PIB non pétrolier a progressé plus rapidement que le PIB pétrolier principalement en raison de l'augmentation des dépenses publiques.

Beaucoup de pays exportateurs ont connu un faible niveau d'inflation (moins de 5 %). Toutefois, en Libye, au Soudan et au Yémen, la dépréciation de la monnaie et les pénuries de produits de base non alimentaires ont directement contribué à pousser l'inflation à près de 20 %. En Iran, ce niveau a même été dépassé en raison de l'effet temporaire sur les prix de la réforme des subventions. Les indices boursiers sont orientés à la hausse depuis le début de 2012, en se maintenant cependant de manière générale en dessous des niveaux d'avant le Printemps arabe. Les écarts de contrat sur risque de défaut (CDS) se sont creusés, mais non dans les proportions constatées dans d'autres régions.

L'intensification des revendications sociales et la montée des cours du pétrole ont entraîné de fortes augmentations des dépenses publiques. En dehors du CCG, les dépenses publiques se sont accrues d'un tiers en dollars, d'où un déficit budgétaire moyen de 1 % du PIB, malgré un niveau moyen

des cours du pétrole supérieur à 100 dollars le baril en 2011. Dans les pays du CCG, les dépenses publiques ont également augmenté — d'environ un cinquième en dollars —, mais sous le double effet de la montée des cours du pétrole et de la progression des volumes exportés, les soldes budgétaires se sont améliorés.

Porté par l'augmentation des prix du pétrole, l'excédent combiné du solde des transactions courantes des pays exportateurs s'est approché de 400 milliards de dollars en 2011, soit près du double du niveau de 2010. Cela a contribué à porter le niveau des réserves officielles par-delà la barre des 1.000 milliards de dollars et à accroître le niveau d'autres avoirs extérieurs. Ce constat cache toutefois des disparités entre pays exportateurs, les pays du CCG ayant enregistré une augmentation de leurs excédents (jusqu'à une moyenne de plus d'un cinquième du PIB), tandis que le Soudan et le Yémen ont accusé des déficits.

Des perspectives de croissance globalement positives

En 2012, la croissance du PIB devrait se situer en moyenne à près de 5 %, et se répartir de façon homogène entre les pays du CCG et les autres exportateurs de la région MOANAP, et les cours du pétrole devant se situer en moyenne aux alentours de 115 dollars le baril. La reprise de la production en Libye devrait vraisemblablement plus que compenser la chute de la production et des exportations de l'Iran imputable aux sanctions, tandis que par ailleurs l'Iraq continue d'accroître ses capacités. La rapide croissance de la production d'hydrocarbures récemment enregistrée par le Qatar devrait probablement connaître un tassement progressif, au vu d'un moratoire d'expansion de capacité, tandis que le rôle de l'Arabie saoudite comme «producteur d'appoint» devrait exiger un accroissement plus modeste de la production par rapport à ce qui était nécessaire en 2011 pour pouvoir préserver l'équilibre mondial de l'offre et de la demande énergétiques.

La croissance du PIB non pétrolier devrait s'inscrire en hausse dans la majorité des pays. Elle devrait en moyenne s'accélérer à près de 4,5 % en 2012, en grande partie en raison de l'intensification de l'activité du BTP, alimentée par l'augmentation des dépenses publiques. De ce fait, le PIB non pétrolier, qui comporte une plus forte intensité de main-d'œuvre que le PIB pétrolier, représentera de nouveau environ trois quarts de la croissance globale du PIB d'ici 2013.

Les facteurs qui avaient contribué aux tensions sur les prix vont s'atténuer en Libye mais l'inflation ne devrait pas reculer en 2012 dans les autres pays exportateurs à forte inflation. Ailleurs, notamment dans le CCG, les prévisions tablent sur une inflation qui devrait rester mitigée. Bien que la modération des dépenses publiques et la croissance du PIB non pétrolier réduiront la plupart des déficits budgétaires hors pétrole, des craintes subsistent quant à la viabilité des finances publiques. Poussés en partie par l'augmentation des salaires de la fonction publique, les prix d'équilibre budgétaire — les prix auxquels, pour un niveau de dépenses et de production de pétrole donnés, les comptes budgétaires sont en équilibre — sont généralement en hausse.

Même avec les niveaux élevés des prix du pétrole, la viabilité des finances publiques est une préoccupation immédiate pour les pays déjà déficitaires, et dont beaucoup devraient l'être davantage en 2012. À moyen terme, pour assurer l'équité entre générations, il faudra maîtriser davantage les dépenses publiques et en accroître la qualité, notamment dans les pays qui, en augmentant la production, ont accéléré les flux de recettes pétrolières présents au détriment des recettes futures.

Ce phénomène est allé de pair avec des augmentations des traitements de la fonction publique et d'autres dépenses courantes, dont le rythme a dépassé l'augmentation des dépenses en capital. Il est plus difficile d'inverser la progression des dépenses courantes, d'où une plus grande vulnérabilité des comptes budgétaires face à un repli des cours du pétrole. Qui plus est, loin

de créer d'autres flux de recettes dans l'intérêt des générations futures, la montée des traitements de la fonction publique augmente les salaires de réserve et peut exercer un effet d'éviction sur l'emploi dans le secteur privé.

D'autres mesures s'imposent pour promouvoir l'emploi dans le secteur privé parmi les ressortissants nationaux et pour diversifier l'économie afin de l'affranchir de la dépendance à l'égard des secteurs public et pétrolier, même si le PIB non pétrolier représente déjà une part majoritaire de la croissance.

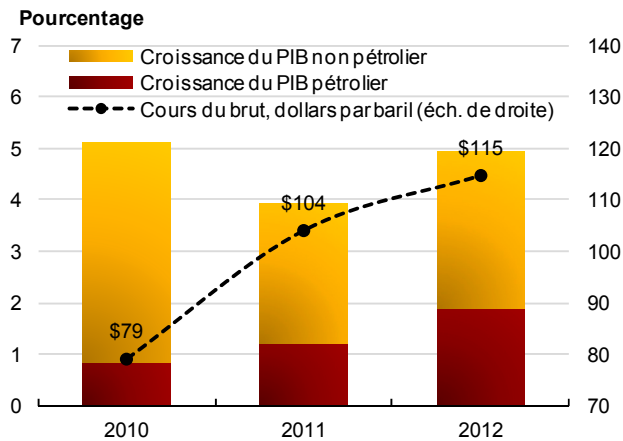
Les risques sont globalement équilibrés

Un ralentissement de l'économie mondiale provoqué par la situation de la zone euro entraînerait une diminution modérée des volumes d'exportation des pays producteurs de pétrole de la région MOANAP. Il aurait pour effet de faire baisser les cours du pétrole, ce qui rendrait particulièrement vulnérables les pays présentant des déficits budgétaires.

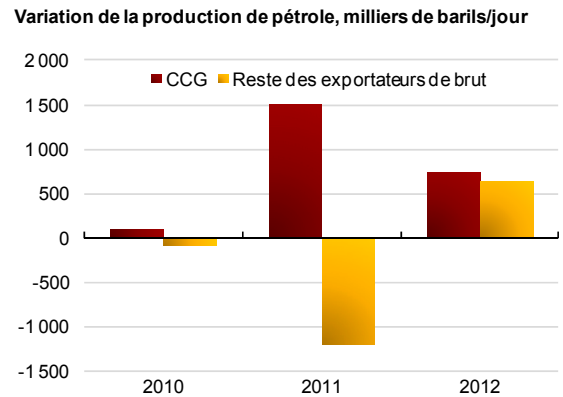
Les tensions liées à l'Iran pourraient pousser les cours à la hausse, ce qui aurait un effet positif sur les autres exportateurs de pétrole de la région MOANAP, pour autant qu'ils ne subissent pas directement les conséquences d'une fermeture éventuelle du détroit d'Ormuz. L'offre pétrolière de l'Iraq, de la Libye et du Yémen demeure incertaine et les projections de production hors OPEP pourraient ne pas se réaliser. L'offre et la demande mondiales de pétrole continuent de présenter un équilibre délicat, mais l'Arabie saoudite reste bien placée pour réagir à la plupart des perturbations qui pourraient se manifester sur les marchés énergétiques mondiaux.

Exportateurs de pétrole de la région MOANAP — Évolution économique récente et perspectives

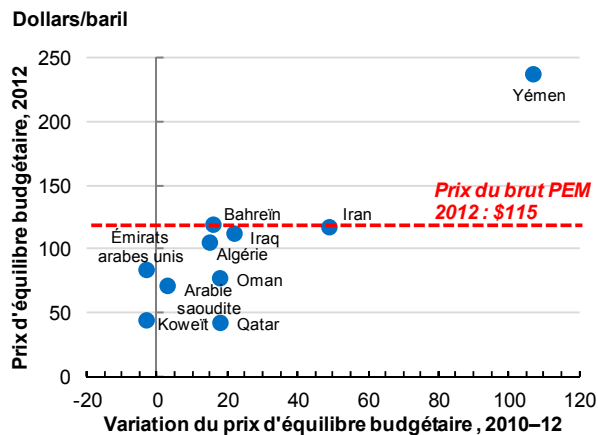
Malgré le niveau élevé et l'augmentation des cours du pétrole, le gros de la croissance vient du PIB non pétrolier.



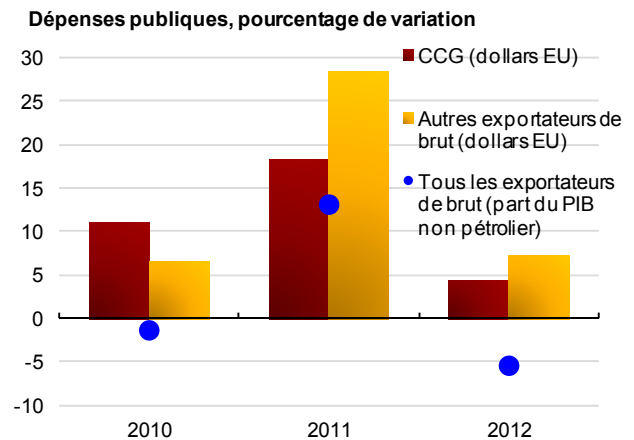
Le CCG a couvert les déficits de production s'étant produits ailleurs dans la région en 2011.



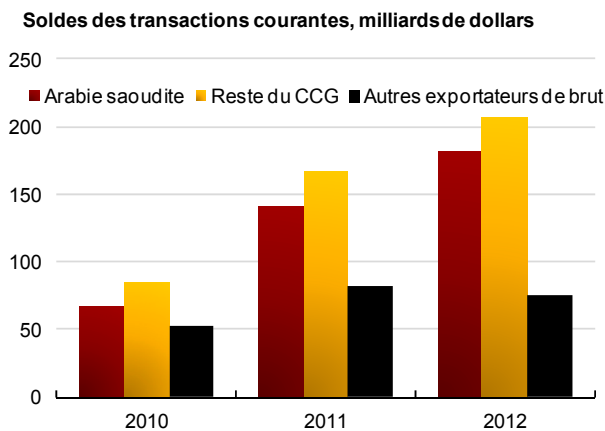
Les prix d'équilibre budgétaire ont grimpé ...



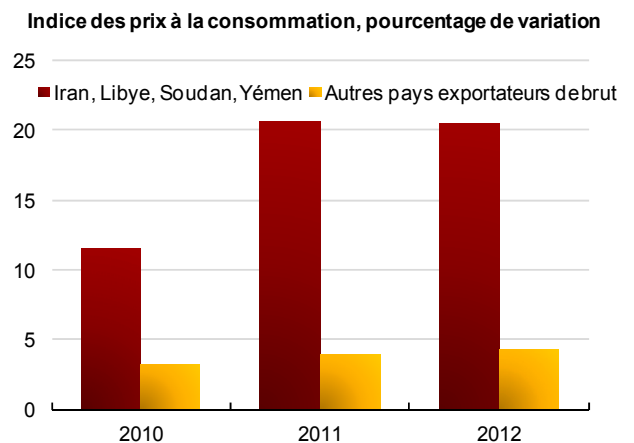
... en partie à cause d'une augmentation rapide des dépenses en 2011.



La montée des cours du pétrole contribuera à faire doubler les excédents courants entre 2010 et 2012.



Une aggravation de la crise dans la zone euro aurait un impact modeste sur les exportations de biens.



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Région MOANAP : Principaux indicateurs économiques, 2000–13

(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Moyenne						Projections	
	2000–06	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
MOANAP¹								
PIB réel (croissance annuelle)	5,3	5,8	4,5	2,7	4,8	3,4	4,2	3,7
Solde des transactions courantes	9,4	13,1	13,6	1,9	7,0	12,2	13,2	11,5
Solde budgétaire global ²	3,3	6,2	6,7	-2,6	-0,3	1,7	2,2	1,5
Inflation annuelle (croissance annuelle)	5,6	9,9	14,3	7,3	7,3	10,2	10,2	9,3
Importateurs de pétrole MOANAP								
PIB réel (croissance annuelle)	4,7	6,5	5,5	4,2	4,3	2,2	2,7	3,6
Solde des transactions courantes	-0,5	-2,3	-4,4	-4,4	-3,2	-3,5	-4,1	-3,9
Solde budgétaire global	-4,7	-5,3	-5,8	-5,2	-5,9	-7,3	-7,6	-6,4
Inflation annuelle (croissance annuelle)	4,4	7,0	12,9	10,1	8,2	9,5	9,2	9,7
Exportateurs de pétrole MOANAP								
PIB réel (croissance annuelle)	5,6	5,4	4,1	2,0	5,0	4,0	4,8	3,7
Solde des transactions courantes	13,2	18,0	19,0	4,3	10,6	16,9	18,2	16,0
Solde budgétaire global ²	7,4	12,0	13,0	-1,3	2,6	6,1	6,9	5,2
Inflation annuelle (croissance annuelle)	6,2	11,3	15,0	5,9	6,8	10,6	10,6	9,1
dont : Conseil de coopération du Golfe								
PIB réel (croissance annuelle)	5,6	5,0	6,4	0,2	5,2	8,0	5,3	3,7
Solde des transactions courantes	15,4	19,9	22,7	7,2	14,1	22,2	25,2	21,9
Solde budgétaire global	11,3	17,6	24,8	-0,4	5,9	12,9	15,3	11,3
Inflation annuelle (croissance annuelle)	1,6	6,6	11,0	3,0	3,2	3,7	3,8	3,7
MOAN¹								
PIB réel (croissance annuelle)	5,3	5,6	4,7	2,7	4,9	3,5	4,2	3,7
Solde des transactions courantes	10,2	14,6	15,2	2,5	7,8	13,2	14,5	12,7
Solde budgétaire global ²	4,1	7,7	8,5	-2,3	0,4	2,8	3,4	2,4
Inflation annuelle (croissance annuelle)	5,6	10,2	14,7	6,2	7,0	9,8	10,0	8,9
Importateurs de pétrole MOAN								
PIB réel (croissance annuelle)	4,4	6,1	6,4	4,9	4,5	2,0	2,2	3,6
Solde des transactions courantes	-0,9	-1,2	-2,9	-4,0	-3,8	-5,3	-5,3	-4,9
Solde budgétaire global	-5,8	-5,4	-5,1	-5,3	-6,1	-8,1	-8,3	-6,8
Inflation annuelle (croissance annuelle)	3,9	6,6	13,5	7,0	7,5	7,1	7,7	8,3

Sources : autorités nationales; et estimations et projections des services du FMI.

1 Les données pour 2011–13 excluent le Soudan du Sud et la Syrie.

2 Les données de 2011–13 excluent la Libye.

MOANAP : 1) Exportateurs de pétrole : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar, Soudan et Yémen; 2) pays importateurs de pétrole : Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Syrie et Tunisie.

MOAN : MOANAP à l'exclusion de l'Afghanistan et du Pakistan.

Note : les données se rapportent à l'exercice budgétaire pour les pays suivants : Afghanistan et Iran (21 mars/20 mars), Qatar (avril/mars), et Égypte et Pakistan (juillet/juin), excepté pour les données d'inflation pour l'Iran, où l'on utilise le calendrier iranien (commençant le 21 mars).

Pays importateurs de pétrole de la MOANAP : Principaux indicateurs économiques.

	Moyenne						Projections	
	2000-06	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Croissance du PIB réel	4,7	6,5	5,5	4,2	4,3	2,2	2,7	3,6
<i>(variation annuelle, en pourcentage)</i>								
Afghanistan, Rép. d'	...	13,7	3,6	21,0	8,4	5,7	7,2	5,8
Djibouti	2,8	5,1	5,8	5,0	3,5	4,5	4,8	5,0
Égypte	4,4	7,1	7,2	4,7	5,1	1,8	1,5	3,3
Jordanie	6,3	8,2	7,2	5,5	2,3	2,5	2,8	3,0
Liban	3,0	7,5	9,3	8,5	7,0	1,5	3,0	4,0
Mauritanie	4,8	1,0	3,5	-1,2	5,1	3,6	5,3	6,1
Maroc	4,9	2,7	5,6	4,9	3,7	4,3	3,7	4,3
Pakistan	5,1	6,8	3,7	1,7	3,8	2,4	3,4	3,5
République arabe syrienne ¹	4,0	5,7	4,5	5,9	3,4	...	...	...
Tunisie	4,6	6,3	4,5	3,1	3,1	-0,8	2,2	3,5
Inflation des prix à la consommation¹	4,4	7,0	12,9	10,1	8,2	9,5	9,2	9,7
<i>(moyenne annuelle, pourcentage)</i>								
Afghanistan, Rép. d'	...	8,6	30,5	-8,3	0,9	13,8	5,2	4,9
Djibouti	2,3	5,0	12,0	1,7	4,0	5,1	4,3	2,5
Égypte	5,1	9,5	18,3	11,7	11,4	10,3	10,8	11,9
Jordanie	2,7	4,7	13,9	-0,7	5,0	4,4	4,9	5,6
Liban	1,3	4,1	10,8	1,2	4,5	5,0	4,0	3,3
Mauritanie	6,5	7,3	7,3	2,2	6,3	5,7	5,3	6,1
Maroc	1,7	2,0	3,9	1,0	1,0	0,9	2,0	2,5
Pakistan	5,0	7,8	10,8	17,6	10,1	13,7	12,0	12,5
République arabe syrienne ¹	3,8	4,7	15,2	2,8	4,4	...	...	...
Tunisie	2,9	3,4	4,9	3,5	4,4	3,5	5,0	4,0
Solde budgétaire global admin. publiques	-4,7	-5,3	-5,8	-5,2	-5,9	-7,3	-7,6	-6,4
<i>(pourcentage du PIB)</i>								
Afghanistan, Rép. d'	...	-2,0	-4,1	-1,6	0,9	0,1	-1,5	-1,7
Djibouti	-1,9	-2,6	1,3	-4,6	-0,5	-0,7	0,5	0,9
Égypte	-9,6	-7,3	-6,8	-6,9	-8,1	-9,8	-9,8	-8,7
Jordanie ²	-3,2	-5,7	-5,5	-8,9	-5,6	-6,0	-5,2	-4,9
Liban ²	-14,6	-10,8	-9,5	-8,3	-7,7	-5,6	-8,1	-8,0
Mauritanie ^{2,3}	1,8	-1,6	-6,5	-5,1	-1,9	-1,5	-3,6	-2,3
Maroc ²	-5,0	-0,1	0,7	-1,8	-4,4	-6,9	-5,4	-5,0
Pakistan	-2,8	-5,5	-7,3	-5,2	-5,9	-6,4	-6,7	-6,0
République arabe syrienne ¹	-1,9	-3,0	-2,9	-2,9	-4,8	...	...	...
Tunisie	-2,7	-2,8	-0,7	-2,6	-1,2	-3,2	-5,7	-4,7
Solde des transactions courantes	-0,5	-2,3	-4,4	-4,4	-3,2	-3,5	-4,1	-3,9
<i>(pourcentage du PIB)</i>								
Afghanistan, Rép. d'	...	1,3	0,9	-2,8	1,7	-0,1	-1,1	-2,6
Djibouti	-2,0	-21,4	-24,3	-9,1	-5,8	-12,6	-12,1	-11,9
Égypte	1,6	1,7	0,5	-2,3	-2,0	-2,0	-2,6	-2,1
Jordanie	-1,6	-17,2	-9,3	-4,9	-5,6	-9,5	-8,3	-6,8
Liban	-13,8	-6,8	-9,2	-9,8	-10,8	-14,4	-14,2	-13,4
Mauritanie	-16,3	-17,2	-14,8	-10,7	-8,8	-6,5	-18,3	-13,7
Maroc	2,2	-0,1	-5,2	-5,4	-4,2	-7,4	-5,9	-6,0
Pakistan	0,8	-4,8	-8,5	-5,7	-2,2	0,2	-1,9	-2,1
République arabe syrienne ¹	-1,8	-0,2	-1,3	-3,6	-3,3	...	...	...
Tunisie	-2,8	-2,4	-3,8	-2,8	-4,8	-7,4	-7,1	-7,1

Sources : autorités nationales; et estimations et projections des services du FMI.

¹ Les données pour 2011-13 excluent la Syrie en raison des incertitudes de la situation politique.

² Administration centrale.

³ Comprend les recettes pétrolières transférées au fonds pétrolier.

Pays exportateurs de pétrole de la MOANAP : Principaux indicateurs économiques

	Moyenne						Projections	
	2000–06	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Croissance du PIB réel	5,6	5,4	4,1	2,0	5,0	4,0	4,8	3,7
<i>(variation annuelle, en pourcentage)</i>								
Algérie	4,1	3,0	2,4	2,4	3,3	2,5	3,1	3,4
Bahreïn	6,1	8,4	6,3	3,1	4,5	1,8	2,0	2,8
Iran, R.I. d'	6,0	6,4	0,6	3,9	5,9	2,0	0,4	1,3
Iraq	...	1,5	9,5	4,2	0,8	9,9	11,1	13,5
Koweït	6,8	4,5	5,0	-5,2	3,4	8,2	6,6	1,8
Libye	4,6	7,5	5,4	-0,1	2,5	-61,0	76,3	21,0
Oman	3,8	5,3	12,9	1,1	4,0	5,5	5,0	4,0
Qatar	11,2	18,0	17,7	12,0	16,6	18,8	6,0	4,6
Arabie saoudite	3,9	2,0	4,2	0,1	4,6	6,8	6,0	4,1
Soudan ¹	7,5	11,5	3,2	3,0	4,5	-3,9	-7,3	-1,5
Émirats arabes unis	8,2	6,5	5,3	-3,3	0,9	4,9	2,3	2,8
Yémen	4,3	3,3	3,6	3,9	7,7	-10,5	-0,9	2,9
Inflation des prix à la consommation	6,2	11,3	15,0	5,9	6,8	10,6	10,6	9,1
<i>(moyenne annuelle, pourcentage)</i>								
Algérie	2,3	3,6	4,9	5,7	3,9	4,5	5,5	4,5
Bahreïn	0,9	3,3	3,5	2,8	2,0	1,0	1,0	1,5
Iran, R.I. d'	13,3	18,4	25,4	10,8	12,4	21,3	21,8	18,2
Iraq	53,2	30,8	2,7	-2,2	2,4	6,0	7,0	6,0
Koweït	1,9	5,5	10,6	4,0	4,0	4,7	3,5	4,0
Libye	-2,6	6,2	10,4	2,4	2,5	14,1	1,9	-2,3
Oman	0,5	5,9	12,6	3,5	3,3	4,0	3,2	3,0
Qatar	4,7	13,8	15,0	-4,9	-2,4	2,0	4,0	4,0
Arabie saoudite	0,3	4,1	9,9	5,1	5,4	5,0	4,8	4,4
Soudan ¹	7,6	8,0	14,3	11,3	13,0	18,1	23,2	26,0
Émirats arabes unis	4,4	11,1	12,3	1,6	0,9	0,9	1,5	1,7
Yémen	11,5	7,9	19,0	3,7	11,2	17,6	17,1	14,1
Solde budgétaire global admin. publiques	7,4	12,0	13,0	-1,3	2,6	6,1	6,9	5,2
<i>(pourcentage du PIB)</i>								
Algérie	7,6	4,4	7,6	-6,4	-2,4	-3,6	-2,9	-1,2
Bahreïn ²	1,6	1,9	4,9	-6,6	-6,7	-2,3	-1,0	-1,7
Iran, R.I. d' ²	2,7	7,4	0,7	1,0	1,6	0,2	-0,3	-1,0
Iraq	...	12,4	-1,3	-22,1	-9,1	7,4	0,2	6,8
Koweït ²	28,4	39,0	19,8	27,2	24,2	31,0	34,5	31,8
Libye ³	15,1	32,4	29,4	11,7	5,0	...	...	...
Oman ²	9,1	11,1	13,8	-2,2	4,1	8,2	11,5	8,2
Qatar	8,7	10,9	10,0	15,3	2,9	8,0	9,0	8,1
Arabie saoudite	10,1	15,8	34,4	-4,6	6,6	15,2	16,6	10,1
Soudan ¹	-1,2	-5,5	-1,6	-4,8	-3,4	-2,9	-3,9	-3,4
Émirats arabes unis ⁴	7,3	16,0	16,8	-12,3	-2,1	2,9	7,7	7,0
Yémen	0,2	-7,2	-4,5	-10,2	-4,0	-4,4	-5,0	-5,6
Solde des transactions courantes	13,2	18,0	19,0	4,3	10,6	16,9	18,2	16,0
<i>(pourcentage du PIB)</i>								
Algérie	15,5	22,8	20,1	0,3	7,5	10,3	10,0	7,9
Bahreïn	6,3	15,7	10,2	2,9	3,4	4,2	7,1	9,5
Iran, R.I. d'	5,5	10,6	6,5	2,6	6,0	10,7	6,6	5,1
Iraq	...	12,5	19,2	-13,8	-1,8	7,9	9,1	10,8
Koweït	28,8	36,8	40,9	24,4	29,6	41,8	46,2	41,9
Libye	24,2	43,5	38,0	14,9	20,9	4,4	15,4	23,6
Oman	10,3	5,9	8,3	-1,3	8,8	13,2	12,9	8,3
Qatar	25,0	25,4	28,7	10,2	26,3	28,4	31,5	29,0
Arabie saoudite	15,6	24,3	27,8	5,6	14,8	24,4	27,9	22,7
Soudan ¹	-3,6	-4,4	-4,7	-7,9	0,7	2,1	-4,6	-4,0
Émirats arabes unis	9,8	6,9	7,9	3,4	3,1	9,2	10,3	10,4
Yémen	4,7	-7,0	-4,6	-10,2	-3,7	-3,5	-1,0	-3,9

Sources : autorités nationales; et estimations et projections des services du FMI.

¹ Les données pour 2011–13 excluent le Soudan du Sud.

² Administration centrale.

³ Les données pour 2011–13 excluent la Libye en raison des incertitudes de la situation politique.

⁴ Comptes consolidés du gouvernement fédéral et des émirats Abu Dhabi, Dubaï et Sharjah.